

K – 2 MEMOIRE EN REPONSE DU MAITRE D'OUVRAGE

Plan Local d'Urbanisme de Danjoutin

ENQUETE PUBLIQUE

Relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec la déclaration du projet d'une fourrière intercommunale animale et d'un refuge

Mémoire en réponse du maître d'ouvrage, suite au procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur du 19 octobre 2023

Le commissaire enquêteur rappelle que le dossier d'enquête publique doit permettre au commissaire enquêteur, aux élus responsables de l'approbation du projet présenté et au public d'appréhender tous les enjeux induits par ce dernier et de s'exprimer.

Remarque préliminaire du maître d'ouvrage :

En préalable aux réponses apportées par le maître d'ouvrage aux observations du commissaire enquêteur il est important de rappeler que cette enquête publique porte sur une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet portant sur l'implantation d'une fourrière animale et du refuge de la SPA. Les futures constructions ne font pas l'objet de l'enquête publique et seront soumises aux différentes procédures (notamment dossier de déclaration pour les installations classées pour la protection de l'environnement –ICPE-). De ce fait le projet architectural ne peut être présenté dans le cadre de l'enquête publique et n'était pas connu au moment du lancement de la procédure –délibération du conseil municipal de Danjoutin en date du 4 avril 2022- Le descriptif du programme des constructions et un schéma de faisabilité du projet sont intégrés au dossier d'enquête publique.

Observations du Commissaire Enquêteur.

Observation 1 – A l'issue de l'enquête publique, du rapport et de l'avis du commissaire enquêteur, le conseil municipal devra se prononcer sur la déclaration du projet proposé. Or, la procédure choisie par les élus de la commune (déclaration de projet) est absente des pièces administratives. Il est indispensable que ce document soit au dossier.

Réponse N° 1 : La délibération du Conseil Municipal de Danjoutin du 04 avril 2022 portant mise en compatibilité du PLU et déclaration de projet d'une fourrière animale et d'un refuge est transmise au commissaire enquêteur et sera annexée au dossier d'enquête publique.
Le maître d'ouvrage rappelle qu'il faut distinguer la procédure d'urbanisme objet de la présente enquête publique et le projet architectural comprenant la fourrière et le refuge qui ne fait pas l'objet d'une enquête publique.

Observation 2 – La genèse du projet présenté à l'enquête est constituée de 3 rapports d'audits de la DCSP (2017, 2019 et 2020) qui ont permis d'alerter les autorités sur la situation des structures actuelles relative à la nouvelle réglementation du monde animal (Loi du 2/02/2015).

Pour des raisons informatives, le commissaire enquêteur demande à ce que ces documents figurent en annexe du dossier d'enquête.

Réponse N° 2 : Le maître d'ouvrage s'engage à intégrer les rapports de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DCSPP) en annexe du dossier de PLU.

Observation 3 – De même, les nuisances sonores étant l'autre origine du projet, le commissaire enquêteur demande :

+ d'une part, que l'étude de l'acoustique résiduelle réalisée sur le site retenu à Danjoutin soit annexée au dossier d'enquête,

+ d'autre part, bien que le traitement de ces nuisances ait été pris en compte dans la conception des nouvelles structures et sans attendre la réalisation de celles-ci, qu'il soit procédé à une nouvelle étude acoustique en simulation sur le site et en particulier dans le hameau de Froideval et dans les entités hospitalières situées à proximité. Ce complément d'étude ne pourrait que conforter les choix techniques déjà faits ou à l'extrême déclencher des actions correctives lors de l'achèvement du chantier.

Réponse N°3 : Le maître d'ouvrage indique que la fourrière animale et la SPA seront installées dans de nouveaux locaux, dont l'isolation acoustique sera bien meilleure que celle qu'elle est aujourd'hui, dans le bâtiment situé porte du vallon à Belfort.

Le projet architectural, en cours de réalisation, prend d'ailleurs en compte cette problématique des nuisances sonores, de façon à les limiter au maximum.

Les animaux seront logés dans de bonnes conditions (donc ils devraient être plus sereins) et rentrés le soir dans le bâtiment.

L'étude acoustique résiduelle sera remise au dossier. Précision est donnée par le porteur de projet que cette étude acoustique a été réalisée le 31 janvier 2023 postérieurement au démarrage du dossier d'enquête publique (dossier déposé à la MRAE en novembre 2022).

L'étude acoustique de simulation sera réalisée le plus rapidement possible (délais actuellement impossibles à donner compte tenu d'une consultation nécessaire d'un bureau d'études spécialisé). Le maître d'ouvrage s'engage à fournir une étude acoustique, qui permettra d'apporter des éléments chiffrés et d'appréhender plus concrètement les effets ou l'absence d'effet sur les zones d'habitat les plus proches, l'aire d'accueil des gens du voyage, les locaux du conseil départemental, le centre hospitalier de Bavilliers. Concernant le centre hospitalier Le Chênois de Bavilliers, son Président n'a pas fait d'objection sur le projet.

Observation 4 – Dans le dossier d'enquête, les capacités d'accueil en hébergement des animaux apparaissent définies par le seul principe de «rester dans la réglementation des IPCE à déclaration», soit une capacité unitaire inférieure à 50 chiens. Aucune analyse marginée des besoins en hébergement n'est présente au dossier.

Or, les 2 entités possèdent des données relatives à leurs activités qui n'ont pas, à ma connaissance, été exploitées et margées. Le commissaire enquêteur demande à ce qu'il soit inclus au dossier d'enquête une analyse des besoins en hébergement réalisée à partir de données nationales sur le monde animal et des données locales disponibles au sein des structures actuelles afin de conforter ou d'infirmer les choix actuels qui ont servi de base au dimensionnement des nouvelles structures (même approche que pour le choix des extensions urbaines).

Réponse n° 4 : Le maître d'ouvrage indique que la capacité d'accueil a été définie en fonction des moyens humains que le Syndicat intercommunal de la fourrière (SIFOU) et que le Refuge étaient capables de déployer et de financer.

La définition du programme a été faite en fonction de la capacité de ce personnel à pouvoir gérer les animaux.

Fourrière : 12 chiens

Refuge : 49 chiens

Pour mémoire les chats ne sont pas comptabilisés dans le dossier ICPE (à titre d'information : Fourrière : 20 chats + 14 chats en infirmerie et quarantaine). Refuge : 100 chats)

C'est pourquoi, il a été choisi de limiter le nombre des animaux accueillis et de respecter la réglementation dédiée aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration.

Il convient également de rappeler qu'au titre de l'article L211-24 du code rural et de la pêche maritime, la fourrière départementale doit être apte à l'accueil et à la garde, dans des conditions permettant de veiller à leur bien-être et à leur santé, des chiens et chats trouvés errants ou en état de divagation,

La fourrière a une capacité qui doit être adaptée aux besoins de chacune des communes pour lesquelles elle assure le service d'accueil des animaux en application du code précité. Cette capacité est constatée par arrêté du maire de la commune où elle est installée.

De fait, le choix lié à la capacité d'accueil de la structure est avant tout un choix politique et de gestion, effectué par l'ensemble des communes du Territoire de Belfort, car elles ont de par la loi l'obligation d'assurer la prise en charge la garde et l'entretien des animaux errants ou saisis.

Données quantitatives :

Par ailleurs, le guide édité par le ministère de l'intérieur à destination des fourrières et refuges indique, qu'en France, le nombre d'animaux en divagation ou perdus est estimé à 1 animal pour 250 habitants par an. A cela s'ajoute les 330 855 abandons d'animaux en France (chiffre 2022, source ICAD) soit 1 animal pour 202 habitants par an. Ramené à la population du département du Territoire de Belfort (143 000 habitants), cela représenterait potentiellement, en moyenne, 863 animaux qui doivent être pris en charge par la fourrière et/ou le refuge.

La fourrière a accueilli en moyenne sur les 5 dernières années 165 chiens et 228 chats, avec au plus fort, 183 chiens en 2022 et 276 chats en 2019

Le refuge a accueilli en moyenne sur les 5 dernières années 149 chiens et 233 chats, avec au plus fort, 171 chiens en 2021 et 291 chats en 2022. A titre d'exemple, au refuge, un chien reste en moyenne 90 jours. Pour l'année 2021, 171 chiens accueillis en moyenne 90 jours, cela représentent 15 390 jours d'occupation de boxes, soit 43 boxes / jour.

En synthèse fourrière et refuge ont accueilli en moyenne 775 animaux par an sur les 5 dernières années.

Ces chiffres ne représentent que des moyennes et ne tiennent pas compte des pics d'activités, notamment l'été, période au cours de laquelle les abandons sont les plus nombreux, ou le printemps, période de naissances plus nombreuses.

Ainsi, force est de constater que régulièrement, les gardes champêtres doivent stopper les campagnes de piégeages de chats sur les communes, faute de places disponibles à la fourrière, ou bien, la fourrière doit transmettre des chats dans d'autres refuges, faute de place disponible au refuge (ce fut le cas pour 85 chats en 2021 ou 74 chats en 2022). La SPA a, elle aussi, alerté, à plusieurs reprises, avoir atteint, l'été, sa capacité maximum d'accueil.

Observation 5 – L'accès prévu au site se fait par la RD 10. Entre le passage à niveau de la ligne Besançon-Belfort et le chemin de randonnée en limite du site prévu, la distance est 30 m. Par ses nombreuses observations, le public s'inquiète des risques d'accidents de cet environnement. Aucune définition, même de principe et/ou d'éléments d'aménagement de cet accès ne sont présents au dossier d'enquête.

Maintenant que le projet architectural est arrêté, le commissaire enquêteur demande à ce que l'aménagement choisi sur ce point particulier avec tous les éléments relatifs à la sécurité de circulation soit mis au dossier d'enquête.

Réponse N° 5 : Le maître d'ouvrage est conscient que l'accès à la nouvelle structure devra être particulièrement organisé et sécuritaire. Il s'agit là d'une obligation puisque celui-ci se fait directement sur ou depuis une route départementale, à proximité d'une voie ferrée.

Un premier échange a été effectué avec les services du Conseil départemental et la piste d'une voie d'insertion et de stockage a été envisagée en tourne à gauche (de type « voie tampon ») depuis Bavilliers. Le plan d'aménagement de l'accès au site depuis la rd 10 sera validé par les services du Conseil Départemental du Territoire de Belfort en tant que gestionnaire de la voirie. Ce dernier donnera après validation, une permission de voirie. Le plan définitif de l'accès au site sera intégré aux autorisations d'urbanisme (permis de construire).

Le maître d'ouvrage s'engage sur la création d'un espace d'accès sécurisé.

Observation 6 – Dans le dossier, un seul plan de masse définit les nouvelles structures. Quid du fonctionnement ? Quid des bénévoles et de l'accueil du refuge ?

De même, depuis l'arrêté du projet architectural, le commissaire enquêteur demande à ce que soit porté au dossier d'enquête les éléments principaux et généraux relatifs à ces différents domaines.

Réponse N° 6 : Sur le fonctionnement des nouvelles structures, le porteur de projet rappelle au commissaire enquêteur que le dossier porte sur une mise en compatibilité du PLU et non sur un projet architectural. Il n'y a donc pas lieu de remettre actuellement une phase d'étude du projet. Ceci pour deux raisons :

. Le projet architectural est en cours d'étude (phase APS, avant-projet sommaire), il n'est donc pas arrêté.

. Le projet architectural fera l'objet d'un dossier ICPE (régime de déclaration) et d'une demande d'évaluation environnementale dont les résultats pourront amener à modifier le projet

Par ailleurs les éléments de programme architectural ainsi que le schéma d'organisation du projet figurant dans le dossier d'enquête publique sont suffisants pour toute personne souhaitant des informations. Dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU, il n'y a pas nécessité d'aller au-delà en termes de fonctionnement de la structure. Le dossier porte bien sur un équipement, dont l'objet poursuit un intérêt général et la mise en compatibilité vise à créer un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) dédié, permettant la réalisation du projet, conformément au Plan local d'urbanisme de Danjoutin.

Sur l'organisation des bénévoles et l'accueil du refuge, le porteur de projet rappelle également que le dossier d'enquête publique ne porte pas sur un projet architectural et encore moins sur l'organisation des ressources humaines internes du refuge.

Observation 7 – Après réalisation du projet présenté et en tant qu'ancienne installation type IPCE, le devenir du site de la Porte du Vallon n'est pas évoqué au dossier. Aucun élément d'information (reconversion, démantèlement, remise en état, financement, ...) n'y figure. Le commissaire enquêteur demande à mettre au dossier les éléments principaux arrêtés à ce jour de ce domaine, en précisant les réserves éventuelles.

Réponse N° 7 : Cette demande ne relève pas de l'enquête publique, il n'y a pas actuellement de réflexion sur la reconversion du site et donc de sa remise en état.

La ville de Belfort n'a rien à voir dans cette opération, elle est, au même titre que les autres communes, adhérentes au syndicat. Il appartient au maire de Belfort de décider du devenir des anciens locaux.

Observation 8 – Afin d'éviter toute intrusion (ou évasion) d'animaux ou de personnes ainsi que d'assurer la sécurité des locaux, il est indispensable que ces nouvelles structures constituent un espace clos.

Les caractéristiques spécifiques à cette clôture, différentes de celles admises dans le PLU actuel, seront à ajouter au règlement écrit relatif à la zone Nf.

Réponse N° 8 : Le projet sera clos sur une hauteur de 2,50 m avec une structure enterrée de 40 cm afin d'éviter toute intrusion. La précision des dimensions de hauteur sera portée au règlement du PLU (zone Nf)